

*Inventer à gauche*  
**2èmes Rencontres nationales**

« **La France, l'Allemagne et la crise européenne** »  
**Strasbourg, le 22 janvier 2011**

**Contribution de David CHOPIN**

Sans doute n'a-t-on jamais connu décennie plus douloureuse pour le socialisme franco-allemand. Dès à présent, le récent réchauffement des relations peine à masquer les stigmates de ces années de divergences, dont il convient de reprendre les principaux fils historiques pour l'analyse. Car l'enjeu est de taille : sans coopération franche des programmes, rien de pourra avancer significativement en Europe. Distancié depuis la fin des années 1990, en faveur de stratégies politiques divergentes, le couple franco-allemand progressiste semble ne se réveiller à l'aune de leur défaite commune : les récentes déclarations communes (1) entre Martine Aubry et Sigmar Gabriel concluent un cycle de défiance réciproque, les deux pays progressistes auront, à un an d'intervalle, la possibilité de prendre le pouvoir. Une occasion inédite d'incarner un projet politique cohérent des deux côtés du Rhin, où l'oubli de l'ambition européenne serait cruelle pour le reste des partis sociaux démocrates frères.

**PETIT RECIT D'UNE DECENIE FRANCO ALLEMANDE DESASTREUSE**

*Une interprétation de la mondialisation différente.* Au cœur des divergences, se trouve une interprétation de la mondialisation, le rôle de l'Etat dans l'économie et une stratégie politique. Alors que les deux pays font partie de la vague sociale démocrate ayant pris le pouvoir en Europe, avec le gouvernement de Schröder et celui de Lionel Jospin, conjoncturellement, le capitalisme financier s'est imposé à la même période (2) ; mais en cette fin des années 1990, les réponses furent divergentes. Alors que le gouvernement Jospin transforma le socialisme français dans une posture très explicitement réformiste, son slogan « *Oui à l'économie de marché, non à la société de marché* » réfutait l'idée d'un alignement de la doctrine à la ligne sociale libérale ; le manifeste de la Troisième Voie, Blair-Schroder a voulu déporter le centre de l'Europe des progressistes entre les deux rives de la Manche (3), sa stratégie vers le centre a profondément distancié ses électeurs traditionnels, ne voulant jamais quitter le pouvoir dans des coalitions électoralement mortifères.

*Un recul européen réciproque, stigmates des défaites nationales.* L'Europe de la stratégie de Lisbonne, dans sa première version du texte en 2000, instaurait une vision par le haut de la mondialisation, en misant sur l'Europe de la connaissance, d'une route commune par le processus communautaire dit M.O.C. Si la France de Jospin et l'Allemagne de Schröder ont plus ou moins respectés les lignes directrices européennes, version Lisbonne, le plus grand écart reste celui de l'Europe progressiste (4). En effet, le Parti Socialiste recula en

interne sur son engagement européen, amorçant le rejet européen du TCE et laissant une fracture interne aboutie jusqu'en 2008, lors de son Congrès de Reims ; le SPD recula, pour sa part, à mesure de la distanciation de ses syndicats les plus influents de la joute européenne, jusqu'à ignorer le *Manifesto* du PSE lors de la campagne européenne.

***Un renouveau européen pour refonder par le haut ?*** Le glas de leurs défaites, lors de leurs élections nationales et européennes, a sans doute beaucoup joué sur le revirement récent. Ainsi, Sigmar Gabriel, lors d'une intervention remarquée et remarquable au Congrès de Prague du PSE, trouva la porte à une vaste réflexion sur la constitution de chantiers de travail communs entre les grands pays européens. Comme il est de tradition, les partis socialistes européens retrouvent le goût du travail collectif lorsqu'ils se retrouvent, non de gré mais de force, dans l'opposition.

Il n'en reste pas moins que, pour l'instant, et à l'instar du timide texte de la Convention du Parti Socialiste sur l'international et l'Europe, le tout nouveau rapprochement des vues entre sociaux démocrates allemands et français ne cache pas les certitudes d'une frilosité tout bonnement européenne. Rien n'est statuée ni affirmée, mais il semble bien que, dans la diversité des sensibilités du Parti Socialiste, un large consensus tend à s'imposer autour d'une nouvelle approche de l'Europe au travers de la démultiplication des alliances de types « coopérations renforcées ». Si le pragmatisme plaide évidemment en cette faveur, le risque est grand de laisser une majorité de nos partis frères sur le chemin de l'union collective du PSE.

#### **PETIT MEMENTO A USAGE DE MILITANTS ET DE DIRIGEANTS FRANCO ALLEMANDS EUROPEENS**

→ ***Elaborer deux programmes « compatibles » pour les échéances nationales à la fois allemandes et françaises.*** La dégradation des rapports franco-allemands est bien évidemment un des plus grands échecs de Nicolas Sarkozy ; ce sera une force pour le PS de présenter, sur chacun des grandes lignes de programmes, une compatibilité avec un gouvernement social démocrate allemande. Ce qui suppose non seulement d'approfondir les « solutions communes » entre les deux partis, et de s'inscrire, pour ce faire, dans la ligne du PSE. Faire valoir ses travaux de rapprochement des perspectives au sein de sommet ou de déclarations communes et partagées. Cela suppose cependant l'accélération des contacts, non seulement des équipes dirigeantes, mais également de la « base » sur des plateformes d'échange, de communication et d'information commune.

→ ***Se concentrer sur deux à trois mesures phares communes entre le PS et le SPD, et en faire naître le débat au sein du PSE.*** Communiquer sur cette « compatibilité » des programmes nécessite des sujets comme l'environnement, la régulation financière, des droits communs trans-nationaux où les solutions ne sont évidemment plus nationales.

→ ***Développer le cadre des échanges communs entre les militants français et allemands.*** Des initiatives « *grass-roots* » des militants du PSE sont déjà à l'œuvre actuellement. Dans le cadre du PSE premièrement. Puis, pour citer un exemple précis, dans le cadre du Jumelage de la section de la fédération de Paris avec son homologue Berlinoise. Les échanges se font tous les mois avec déplacements massifs de militants, tenant dans beaucoup d'endroits à la fois des conférences, des visites et des séances de travail collectifs. Déjà, une déclaration commune sur les grands principes de développement des politiques locales est en cours d'élaboration, et des groupes de travail sur des sujets plus nationaux se développent au fur et à mesure. Non seulement la publicisation, mais le dispositif de « réception » par les

dirigeants de ce genre de travaux innovants manquent, à dire vrai, pour l'instant. Et ce, en raison de :

- une hiérarchie dans les partis nationaux toujours flous du rapport entre les activités des militants sur les sujets européens, leurs dirigeants de tutelles, ainsi même que du PSE ;

- la démocratisation non seulement des structures du PSE, mais également des deux partis français et allemands sur leurs structures européennes. Avec des rendez-vous réguliers, des travaux validés en interne par les partis, et une ouverture aux militants nécessaires.

→ **Concernant les élections européennes, l'idée d'une primaire pour un candidat commun.** D'après les résolutions du Congrès du PSE de Prague, un candidat commun a été ratifié pour le PSE, des militants du PSE mènent actuellement (5) un mouvement important pour le développement de primaire, voire un processus de ce type innovant pour fédérer à la fois les partis, mais également l'opinion publique européenne. Le couple franco-allemand moteur dans son soutien à cette initiative serait décisif pour faire vivre l'ambition d'une européanisation des partis politiques et leur nécessaire démocratisation interne.

#### REFERENCES INDIQUEES :

(1) la déclaration commune Aubry – Gabriel sur le site du collectif '27roses' :  
<http://www.27roses.eu/spd-ps-pour-relance-progressiste-du-projet>

(2) Une interprétation intéressante de l'histoire des gouvernements sociaux démocrates et leur participation à l'ouverture des marchés financier :  
*Barker, Roger M. 2010. Corporate Governance, Competition, and Political Parties: Explaining Corporate Governance Change in Europe. OUP Oxford.*

(3) Une synthèse de la troisième voie et son positionnement avec la sociale démocratie traditionnelle :  
*Andersson, Jenny. 2010. The library and the workshop: social democracy and capitalism in the knowledge age. Stanford University Press.*

(4) Une lecture claire de l'évolution des partis sociaux démocrates en Europe et de leurs difficultés de se transformer à la nouvelle donne européenne :  
*Bailey, David J. 2009. The Political Economy of European Social Democracy: A Critical Realist Approach. T & F Books UK.*

(5) La campagne PSE pour une primaire européenne :

- Le site officiel de la campagne : <http://campaignforapesprimary.blogspot.com/>
- Le site officiel du PSE : <http://www.pes.org/fr/blogs/blog-du-pse/des-militants-lancement-l-idee-d-elections-primaires-au-sein-du-pse>
- Une synthèse sur Non Fiction : <http://www.nonfiction.fr/article-3703-apres-le-ps-francais-les-primaires-en-europe.htm>